



Une arme à sous-munitions non explosée © U. Meissner / HI

Communiqué de presse
Septembre 2025

La Convention sur les armes à sous-munitions protège les civils : défendons-la !

EMBARGO JUSQU'AU 15 SEPTEMBRE 2025 À 9H30 CEST.

Genève, le 10 septembre 2025. Le rapport 2025 de l'Observatoire sur les armes à sous-munitions révèle que toutes les victimes signalées en 2024 étaient des civils. Bien que ces armes soient interdites depuis 2008 par la Convention sur les armes à sous-munitions, elles continuent d'être utilisées, notamment par la Russie, le Myanmar ou la Syrie. Le retrait cette année de la Lituanie de la Convention constitue un autre défi. Les États se réuniront à Genève du 16 au 19 septembre prochain lors de la conférence sur les armes à sous-munitions. Handicap International les appellent à réaffirmer plus fort leur engagement envers la Convention.

Note aux rédactions :

- Interview de Daniel Suda-Lang, Directeur de Handicap International Suisse (français, anglais et allemand)
- [Rapport 2025 de l'Observatoire des armes à sous-munitions \(en anglais\) sous embargo jusqu'au 15 septembre 2025](#)

« Le rapport 2025 de l'Observatoire sur les armes à sous-munitions fait état d'une augmentation très inquiétante des dommages causés aux civils, avec 314 victimes recensées dans le monde rien qu'en 2024. Toutes sont des civils, les enfants représentant 42 % des personnes blessées ou tuées. De nouvelles utilisations ont été signalées en Ukraine, au Myanmar et en Syrie (avant la chute du régime d'Assad) », indique Daniel Suda-Lang, Directeur de Handicap International Suisse. « Pour la troisième année consécutive, l'Ukraine a enregistré le plus grand nombre de victimes : 193 victimes civiles auxquelles s'ajoutent 15 autres blessées par des sous-munitions non explosées. Il est probable que de nombreuses autres victimes militaires n'aient pas été signalées dans le rapport. »

/ Contact presse

Marie Bro
m.bro@hi.org
078 729 43 30
handicap-international.ch



Une arme interdite pour une bonne raison

Les armes à sous-munitions ont été interdites en raison de leurs conséquences humanitaires catastrophiques. Elles peuvent être tirées depuis le sol ou larguées par des avions. Elles s'ouvrent en l'air, dispersant de multiples sous-munitions (ou bombes) sur une large zone, sans faire de distinction entre les populations civiles et les militaires

ou entre les infrastructures civiles et militaires. En outre, de nombreuses sous-munitions n'explosent pas au moment de l'impact initial - jusqu'à 40 % d'entre elles - qui peuvent blesser et tuer sans distinction pendant des années.

Cette dispersion sur de vastes zones rend le déminage extrêmement dangereux. En raison de leur nature sensible, les sous-munitions sont détruites à l'aide d'explosifs là où elles sont trouvées et ne sont pas déplacées. Cela nécessite des équipes hautement qualifiées, un équipement spécialisé et des opérations à long terme.

La Convention sur les armes à sous-munitions en danger

Adoptée le 30 mai 2008, deux tiers des pays du monde (123 États après le retrait de la Lituanie) se sont engagés à respecter les normes fortes et exhaustives de la Convention.

« En plus de 15 ans d'existence, la Convention sur les armes à sous-munitions a été incroyablement efficace pour protéger les civils. Au total 11 États parties ont achevé le déminage des zones contaminées, le dernier en date étant la Bosnie-Herzégovine en 2023 », détaille Daniel Suda-Lang. « En 2024 les États parties contaminés par des restes d'armes à sous-munitions ont libéré un peu plus de 100 km² de zones dangereuses grâce au déminage et la destruction d'au moins 83'452 restes d'armes à sous-munitions. Ce nombre est le plus élevé jamais enregistré au cours des cinq dernières années. »

La Lituanie s'est officiellement retirée de la Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions le 20 mars 2025. Cette décision intervient dans un contexte d'érosion progressive et inacceptable des normes internationales ces dernières années : il y a un an, les États-Unis ont fourni des armes à sous-munitions à l'Ukraine et ont continué à le faire.

Le rapport 2025 recense également 17 producteurs (ou États se réservant le droit de le faire) d'armes à sous-munitions : Brésil, Myanmar, Chine, Pakistan, Égypte, Pologne, Grèce, Roumanie, Inde, Russie, Iran, Singapour, Israël, Corée du Nord, Corée du Sud, Turquie et États-Unis. Il convient de noter que la société indienne SMPP a fait la promotion des armes à sous-munitions lors du salon Eurosatory Arms Exhibition à Paris en juin 2024.

En 2023 et 2024, les États-Unis ont procédé à sept transferts d'armes à sous-munitions américaines vers l'Ukraine et il a été rapporté que ces armes avaient été transportées via l'Allemagne, État partie à la Convention.

/ Contact presse

Marie Bro

m.bro@hi.org

078 729 43 30

handicap-international.ch



----- A propos de Handicap International

HI est une organisation de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis plus de 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI met en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence.

A Genève, [Broken Chair](#) symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées

/ Contact presse

Marie Bro
m.bro@hi.org
078 729 43 30
handicap-international.ch

